



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'aménagement,
du logement et de la nature**

*Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
Sous-direction de l'aménagement durable*

Cahier des clauses techniques particulières

**Marché relatif à une mission d'analyse des
coûts de construction des infrastructures
olympiques**

Table des matières

I. Introduction	3
1. Contexte de la mission	3
2. Présentation de la maîtrise d'ouvrage	4
1. La DGALN.....	4
2. La DHUP.....	4
3. La mission de préfiguration de la SOLIDEO ALPES 2030.....	5
II. Présentation de la mission	5
III. Détails des projets envisagés.....	6
1. Infrastructures sportives.....	6
2. Construction de villages olympiques.....	7
3. Réalisation de projets bâtimentaires nécessaires à bonne tenue des JOP 2030.	8
4. Création ou modernisation d'infrastructures de transport	9
5. Réalisation d'ascenseurs valléens	10
IV. Prestations attendues, délais et livrables	10
1. Analyses à réaliser.....	10
2. Livrables attendus.....	12
3. Eléments mis à disposition du titulaire.....	13
4. Délais de réalisation de la mission	13
5. Les prestations complémentaires sur devis.....	13
6. Déroulement de la mission et réunions avec le maître d'ouvrage	14
7. Compétences attendues au sein de l'équipe du titulaire.....	15

I. Introduction

1. Contexte de la mission

Le 24 juillet 2024, le Comité International Olympique a officiellement désigné les Alpes Françaises pour l'organisation des Jeux Olympiques d'Hiver 2030. Cette candidature française pour les Jeux 2030 est marquée en premier lieu par sa répartition géographique en 4 grands pôles (Nice, Briançon, Savoie et Haute-Savoie) situés dans deux régions administratives françaises, la région Auvergne Rhône-Alpes et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans le cadre des travaux préparatoires à la finalisation du dossier de candidature et des inspections menées par les ministères, a été souligné l'intérêt de créer, au vu du retour d'expérience des Jeux Olympiques 2024 de Paris, une structure dédiée à la livraison des ouvrages olympiques. Il s'agirait ainsi de s'inspirer des principes et objectifs ayant présidé à la création de la SOLIDEO pour les Jeux 2024 afin de garantir la mise à disposition de l'ensemble des ouvrages olympiques dans le respect du calendrier et du budget des Jeux 2030.

En anticipation de la création juridique de l'Etablissement Public Industriel et Commercial chargé de la livraison des infrastructures nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques 2030, une mission de préfiguration a été créée. Cette dernière a pour rôle d'anticiper l'ensemble des travaux nécessaires à la création de l'établissement d'une part, et de lancer les marchés d'études préalables à la réalisation des travaux d'autre part.

Il est à noter que le calendrier s'annonce d'ores et déjà contraint, avec une livraison des ouvrages au plus tard fin 2029 voire avant afin de pouvoir organiser des « test events » à même d'en valider pleinement l'adéquation aux besoins propres à la tenue d'épreuves de Jeux Olympiques. En outre, la majorité des projets s'inscrivent en zone montagneuse, ce qui réduit les périodes potentielles de travaux à cause des conditions météorologiques.

Les épreuves sportives se répartissent a priori sur neuf sites de compétition :

- La Clusaz : ski de fond ;
- Le Grand Bornand : Biathlon, para-biathlon, para-ski de fond ;
- Val d'Isère : ski alpin ;
- La Plagne : bobsleigh, luge, skeleton ;
- Courchevel : saut à ski, combiné nordique, ski alpin ;
- Méribel : combiné nordique, ski alpin ;
- Serre-Chevalier : ski et snowboard big air, ski acrobatique, ski de bosses ;

- Montgenèvre : ski et snowboard halfpipe, ski slopestyle, snowboard géant parallèle, ski et snowboard cross, para-banked slalom ;
- Nice : hockey, para-hockey ; patinage artistique, curling, para-curling.

2. Présentation de la maîtrise d'ouvrage

1. La DGALN

Au sein du Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) élabore, anime et évalue les politiques de l'urbanisme, de la construction, du logement, des paysages, de la biodiversité, de l'eau et des substances minérales non énergétiques.

Elle cherche à accélérer la mise en œuvre de l'aménagement durable des territoires à travers la maîtrise de l'étalement urbain, la simplification et la hiérarchisation des normes pour une meilleure lisibilité et efficacité sur le terrain, ainsi que l'accompagnement et le suivi des territoires et des acteurs. Elle encourage les démarches d'innovation visant à garantir la sécurité et la résilience face aux risques naturels et climatiques, préserver la biodiversité et réduire l'impact environnemental et énergétique. Elle vise l'accès à tous à un parcours de logement adapté, par la transparence et l'accès à l'information et par la protection des usagers les plus fragiles. Elle veille au développement de l'approche paysagère comme outil d'aménagement préalable à la planification et à la protection des territoires d'exception. Dans un contexte où les ressources ne sont pas infinies, son action vise aussi à assurer la disponibilité et la qualité des ressources en eau, en bois et minérales pour les générations actuelles et futures. Elle a également à cœur de déployer des mesures permettant de réduire concrètement les pressions sur la biodiversité et de restaurer les écosystèmes dégradés.

La DGALN a pour ambition d'offrir aux générations actuelles et futures un cadre de vie de qualité en harmonie avec les dynamiques des territoires et de la nature, en limitant les pressions sur les écosystèmes, en développant une gestion durable des ressources et en favorisant l'accès à un logement adapté, sain et sûr.

2. La DHUP

Au sein de la DGALN, la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) doit répondre aux besoins en logement et en hébergement de nos concitoyens et notamment contribuer à programmer la production de logements à la bonne échelle du territoire national. Elle vise aussi à améliorer la gestion de l'offre de logements existante, pour répondre notamment aux besoins des plus défavorisés.

Elle favorise un aménagement durable sur tous les types de territoires en veillant à ce que les documents de planification et les opérations d'aménagement répondent aux besoins des populations et intègrent les enjeux de développement durable et en particulier ceux relatifs au logement. Cette politique doit aussi favoriser et accompagner les projets des territoires là où les enjeux sont complexes (Grand Paris, métropoles, Outre-mer, territoires ruraux, montagne, littoral...). Il s'agit également de mettre en œuvre la politique du droit des sols en lien avec les collectivités compétentes dans le cadre du code de l'urbanisme.

Elle contribue à faire du bâtiment un levier effectif du développement durable et à ce titre œuvre à l'amélioration de la qualité, de l'accessibilité et des performances énergétiques des bâtiments, dans le cadre du code de la construction et de l'habitation.

Elle travaille à l'amélioration du cadre de vie de sorte à répondre aux besoins des habitants et aux enjeux de la transition énergétique et écologique, en particulier en matière de paysage.

3. La mission de préfiguration de la SOLIDEO ALPES 2030

En anticipation de la création de l'Etablissement Public Industriel et Commercial chargé de la livraison des infrastructures nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques 2030, une mission de préfiguration a été créée (voir supra). Cette dernière, à titre temporaire, se confond avec la DHUP et n'est pas dotée de moyens propres. Elle constituera la maîtrise d'ouvrage de plein exercice du présent marché dès lors que la SOLIDEO aura été créée (premier semestre 2025).

II. Présentation de la mission

A ce stade, une quarantaine de projets ont été identifiés et proposés pour la bonne tenue des Jeux Olympiques en 2030. Ces projets sont diversifiés par leur nature, leur ampleur, leurs contraintes et leurs enjeux :

- Aménagements de sites sportifs neufs ou existants pour la tenue des compétitions ;
- Création de quatre ou cinq villages olympiques dont la vocation en héritage peut viser aussi bien une clientèle touristique (résidences de tourisme...) que du logement à titre de résidence principale pour des ménages aux profils variés (logement social, logement étudiant, logement intermédiaire, logement pour saisonniers, logements en accession...);

- Construction de bâtiments à vocation sportive, logistique ou technique destinés à adapter la capacité de l'offre existante aux besoins spécifiques à l'organisation d'épreuves olympiques en 2030 ;
- Création de logements à vocation résidentielle ;
- Aménagements de voiries et d'ouvrages de stationnement intra-cluster ;
- Créations de voies dédiées à des transports en commun, réservées aux besoins olympiques pour 2030, en terrain montagneux (Serre Chevalier) ;
- Réalisation d'ascenseurs valléens (Bozel et Briançon) ;

En fonction des décisions prises par l'ensemble des parties, la SOLIDEO ALPES 2030 pourrait également se voir confier une mission de suivi de projets visant à améliorer la desserte des clusters comprenant entre autres :

- L'amélioration des dessertes ferroviaires concernant principalement l'accès à Briançon depuis Marseille, Grenoble, Valence, Lyon et Paris (travaux sur les voies, les gares...) ;
- L'aménagement de pôles multimodaux (Briançon...) ;
- La modernisation et sécurisation d'axes routiers déjà existants (routes nationales et départementales) ;
- La mise en accessibilité de gares SNCF.

L'objet de la présente mission est d'expertiser l'ensemble des projets d'aménagements prévus et inscrits actuellement au dossier de candidature qui ont fait l'objet d'études plus ou moins avancées et de chiffrages basés sur des méthodes hétérogènes en vue d'arrêter une maquette financière des coûts prévisionnels de ces investissements fondée sur une méthodologie d'évaluation commune.

L'objectif de la mission de préfiguration de la SOLIDEO ALPES 2030 est de pouvoir présenter au conseil d'administration de la SOLIDEO ALPES 2030 prévu à la fin du premier semestre 2025 une maquette financière présentant notamment les coûts d'ouvrages consolidés des Jeux de 2030.

III. Détails des projets envisagés

1. Infrastructures sportives

Les épreuves olympiques seront réparties sur une dizaine de sites géographiques. La très grande majorité des infrastructures existent déjà. Elles devront toutefois toutes faire l'objet de travaux plus ou moins importants afin de se conformer aux exigences du CIO et des fédérations internationales sportives pour des épreuves olympiques. Par ailleurs, quelques aménagements nouveaux de pistes pour l'accueil de certaines

épreuves et la construction d'un équipement neuf doivent être réalisés pour l'organisation d'une partie des épreuves.

Peuvent être par exemple cités la mise aux normes des pistes de ski alpin de Méribel et Courchevel, l'agrandissement du tremplin de saut à ski de Courchevel, la rénovation de la piste de bobsleigh de la Plagne, l'aménagement du site des épreuves de biathlon et ski de fond au Grand Bornand et à la Clusaz ou encore la création d'une nouvelle patinoire à Nice.

A ce stade une douzaine de chantiers est identifiée. Le coût de cette typologie d'investissements est estimé par les porteurs de projets au global entre 290 et 330 M€ TTC (taux TVA : 20%).

Deux types de projets sportifs sont identifiés à ce stade :

- Les projets de niveau 1, pour lesquels les investissements financiers et les complexités techniques sont limités. Cela peut être par exemple la mise à niveau d'une piste de ski alpin avec la pose de nouveaux enneigeurs ou encore la création et le terrassement de pistes de ski de fond. Six à dix projets devraient être concernés par cette catégorie.
- Les projets de niveau 2, pour lesquels les investissements financiers et les complexités techniques sont élevés. Ces projets comportent bien souvent un ensemble de briques extra-sportives : voirie, bâtiment, gestion des fluides... Cela peut être par exemple la construction neuve d'une patinoire comportant deux aires de glace distinctes ou la réhabilitation d'un tremplin de saut à ski et le prolongement de l'aire d'arrivée. Six à huit projets devraient être concernés par cette catégorie.

Chacun de ces niveaux est subdivisé, selon la maturité des projets :

- Cas 1 : des données imprécises sont mises à disposition du prestataire (le projet se contente d'une idée programmatique et d'un chiffrage peu fiable par parangonnage par exemple) ;
- Cas 2 : le projet est déjà dans un stade d'étude relativement avancé avec un programme défini et un chiffrage sérieux, pouvant impliquer soit une compétence technique interne fiable, soit le recours à des bureaux d'études externes.

2. Construction de villages olympiques

Les villages olympiques pour les athlètes sont une figure imposée de l'organisation des Jeux. Ils peuvent soit faire l'objet d'un projet spécifiquement conçu pour les Jeux avec une dimension héritage pouvant varier d'un territoire à l'autre (Bozel, Nice, Briançon),

soit être réalisés via la location de capacités touristiques existantes ce qui est le cas du Grand Bornand et de la Plagne.

Les villages d'athlètes, comme l'offre spécifique d'hébergement complémentaire, présentent le grand avantage d'être financés très majoritairement par les investisseurs finaux. Les besoins en financements publics devraient y être réduits en dehors des dispositifs de financement « de droit commun » auxquels peuvent prétendre les acquéreurs finaux (logement social, intermédiaire, défiscalisation « monument historique », PSLA, BRS...). Le prestataire doit néanmoins parvenir à un décompte de l'ensemble des coûts, indépendamment de la nature du portage et du financement du village (public ou privé).

Cette typologie d'investissement comporte notamment la construction d'un Village Olympique à Nice, transformé en logements résidentiels en phase héritage (dont une part de logements sociaux), la réhabilitation du Fort des Têtes à Briançon en nouveau quartier de ville ou la réalisation d'un village olympique à Bozel. Il s'agit de projets lourds et complexes sur le plan des procédures administratives, des travaux et du montage de l'opération de promotion immobilière. Le coût de cette typologie d'investissements est estimé par les porteurs de projets au global entre 264 et 313 M€ TTC. Trois à cinq projets sont prévus dans cette catégorie.

3. Réalisation de projets bâtimentaires nécessaires à la bonne tenue des JOP 2030

En sus des Villages pour athlètes, les collectivités ont fait remonter deux projets identifiés de bâtiments vacants maîtrisés par les acteurs publics et qui pourraient être utilisés pour accueillir les médias, les bénévoles et les travailleurs dans des locaux correctement dimensionnés pour les besoins des Jeux.

Par ailleurs, plusieurs bâtiments, de type pôle indoor multifonctions, pourraient être construits pour accueillir la logistique durant les JOP 2030 : accueil des médias, hébergement des centres de chronométrage ou des fonctions anti-dopage, restauration et coordination des bénévoles...

Ces projets relèvent d'objets classiques du point de vue bâtiments communaux et sportifs. Ils devraient être au nombre de cinq à huit, et sont estimés à ce stade autour de 130 M€ TTC au total.

Cette catégorie est subdivisée, selon la maturité des projets :

- Cas 1 : des données imprécises sont mises à disposition du prestataire (le projet se contente d'une idée programmatique et d'un chiffrage peu fiable par parangonnage par exemple) ;

- Cas 2 : le projet est déjà dans un stade d'étude relativement avancé avec un programme défini et un chiffrage sérieux, pouvant impliquer soit une compétence technique interne fiable, soit le recours à des bureaux d'études externes.

4. Création ou modernisation d'infrastructures de transport

Cette catégorie d'investissements concerne des aménagements dans le domaine des mobilités routières destinés à permettre une organisation satisfaisante des épreuves. Il s'agit également d'assurer le déplacement (et le stationnement) des athlètes comme de la famille olympique et des spectateurs vers et à l'intérieur des clusters.

Il est possible de distinguer parmi deux typologies de projets dans cette catégorie :

- Les projets de niveau 1, pour lesquels les investissements financiers et les complexités techniques sont limités. Cela peut être par exemple la création d'un parking en surface, des aménagements de voirie simples ou le recalibrage d'un pont ou d'un carrefour à sens giratoire.
- Les projets de niveau 2, pour lesquels les investissements financiers et les complexités techniques sont élevés. Ces projets comportent généralement un long linéaire de voirie, des complexités géotechniques, procédurières et foncières. Il peut s'agir par exemple de la mise en place d'ouvrages de protections de falaise dans les routes alpines, de réalisation de parkings ouverts, ou de la création d'une troisième voie destinée à la circulation de transports en commun.

Trois à cinq projets pourraient relever de la typologie niveau 1, pour un montant total estimé entre 6 et 10 M€ TTC.

Sept à dix projets pourraient relever de la typologie niveau 2, pour un montant total estimé entre 160 et 200 M€ TTC.

Chacun de ces niveaux est subdivisé, selon la maturité des projets :

- Cas 1 : des données imprécises sont mises à disposition du prestataire (le projet se contente d'une idée programmatique et d'un chiffrage peu fiable par parangonnage par exemple) ;
- Cas 2 : le projet est déjà dans un stade d'étude relativement avancé avec un programme défini et un chiffrage sérieux, pouvant impliquer soit une compétence technique interne fiable, soit le recours à des bureaux d'études externes.

5. Réalisation d'ascenseurs valléens

Afin de permettre de desservir les sites sportifs et les villages olympiques, et de développer des alternatives à l'usage de la voiture qui sature les stations, deux à trois projets d'ascenseurs valléens sont envisagés dans le cadre de la préparation des JOP 2030. Il s'agit notamment d'un transport par câbles reliant le Fort des Têtes depuis l'usine de la Schappe à Briançon, ainsi que de l'ascenseur valléen reliant Bozel à Courchevel. Ces projets sont estimés au total entre 70 et 100 M€ TTC.

NB : la typologie présentée ci-dessus est transposée dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Le prix est fixé pour chaque unité d'œuvre, selon son niveau de complexité et le niveau de maturité des projets, et inclut la totalité des coûts liés à la réalisation des prestations associées à chaque unité d'œuvre, sans rémunération supplémentaire.

IV. Prestations attendues, délais et livrables

1. Analyses à réaliser

Comme indiqué en préambule, la mission consiste à :

- Evaluer le coût des travaux hors taxes en valeur 2024 des projets. Il conviendra de détailler le coût total avec sa décomposition en "briques" élémentaires (dépollution, terrassements, VRD, fondations spéciales, parking en ouvrage, construction clos-couvert, aménagements intérieurs pour les bâtiments, défrichement, excavation des terres, aménagements des sols, câblage, pylônes, cabines). Une explication des hypothèses de ratios prises par le titulaire sera également fournie ;
- Evaluer le coût des honoraires et frais à prévoir pour chaque projet : maîtrise d'ouvrage (interne ou externe), maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, Coordonnateur de Sécurité et de Prévention de la sécurité (CSPS), frais liés à l'acquisition éventuelle de foncier ;
- Evaluer les frais d'études diverses nécessaires à la bonne réalisation de chaque projet (études géotechniques, programmatiques, environnementales...) ;
- Déterminer le niveau d'aléas et risques qu'il convient de prendre en compte (sous forme d'une cotation) pour chacun des projets à partir des données disponibles (études préalables, chiffrages estimatifs) avec explication des hypothèses retenues par le prestataire pour déterminer les taux ;
- Calculer le montant de TVA à prévoir par projet et l'éligibilité au FCTVA suivant le maître d'ouvrage ;

- Évaluer les frais financiers et les frais d'assurances à prévoir pour chaque projet ;
- Proposer une méthodologie de révision et d'actualisation des prix d'ici à l'horizon 2030 ;
- Proposer un calendrier phasé de réalisation des projets, incluant l'ensemble des étapes de la conception (incluant la préparation et l'obtention des différentes autorisations administratives au titre du droit de l'urbanisme, du droit de l'environnement, du droit de l'expropriation) jusqu'à la livraison des ouvrages, type diagramme de Gantt ou équivalent.

Pour les projets d'hébergement, il s'agit de, en sus de ce qui précède :

- Recueillir auprès des porteurs de projets identifiés (Grand Bornand et Bozel) le prix de revient prévisionnel de leur opération et leur plan de financement indicatif et identifier les aménagements et travaux associés au concept de « village » qui ne relèvent pas directement de l'opération de promotion mais doivent faire l'objet de financements publics ;
- Estimer le coût de réalisation des opérations dont les opérateurs n'ont pas été identifiés (Nice, Briançon, Elfes, Villa des Roses) et pour lesquels des promoteurs immobiliers seront désignés ultérieurement. Le chiffrage du prestataire doit aider à préciser le montage financier prévisionnel initial de ces projets. Il n'est pas attendu du prestataire de réaliser un bilan de promotion ou une analyse de marché des projets d'hébergement mais d'en estimer le mieux possible le coût de production.

Le titulaire est tenu de soulever sur l'ensemble des sujets relevant de sa compétence, alertes et interrogations qu'il lui semblerait nécessaire de porter à la connaissance du maître d'ouvrage, à plus forte raison s'il ne disposait pas de toutes les informations pertinentes. Il identifiera les projets pour lesquels une coordination inter-chantier sera indispensable du fait de la proximité physique et calendaire des chantiers ou des conséquences probables de certains chantiers sur d'autres (ex. : interventions routières s'accompagnant de fermetures temporaires de voies).

Selon son expertise, dans l'hypothèse de données manquantes jugées nécessaires par le titulaire, ce-dernier adaptera l'élaboration des livrables requis en faisant apparaître dans son analyse les ajustements et marges d'erreur pris en compte. La réunion de cadrage du marché (cf. infra) permettra un diagnostic partagé sur le degré de connaissance projet par projet.

La mission de Préfiguration de la SOLIDEO ALPES 2030 cherche actuellement à consolider au maximum les coûts d'opération des ouvrages planifiés pour les Jeux Olympiques. Dans ce cadre, elle portera un regard bienveillant à toute suggestion du prestataire.

2. Livrables attendus

Il est attendu pour la présente mission :

- Un livrable n°1 décrivant la méthodologie générale du titulaire et finalisant l'approche retenue pour les choix d'hypothèses, d'aléas, de ratios, de coûts, et d'éléments financiers. Il s'agit de prendre en compte les éventuels ajustements de la méthodologie nécessaires résultant des données d'entrée réellement disponibles à l'issue de la réunion de lancement du marché. Ce livrable doit être produit sous 10 jours ouvrés à compter de la réunion de cadrage (bon de commande n°1), et fera l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage ;
- Un livrable n°2 par projet d'aménagement détaillant l'ensemble des éléments mentionnés au paragraphe « analyses à réaliser » dont un rétroplanning type diagramme de Gantt ou équivalent. Le livrable n°2 devra comporter une synthèse de 4 pages des points marquants à l'attention des décideurs.

NB : pour la première série de livrables n°2, le prestataire remet, sous 15 jours ouvrés, une version intermédiaire relative à une dizaine de projets retenus pour recouvrir l'ensemble des typologies. Cette version comporte nécessairement la structure aboutie du document final et permet au maître d'ouvrage de s'assurer de la bonne compréhension des attendus. Le prestataire procède aux ajustements éventuels qui en découlent dans les 5 jours ouvrés à compter du retour du maître d'ouvrage, et en rend compte lors de la réunion de suivi la plus proche ;

- Un livrable n°3 de synthèse agrégeant les données recueillies citées au point ci-dessus, pour chacune des typologies, qui comportera une analyse critique ainsi que des propositions de la part du titulaire sur l'interconnexion des projets, les points d'étape cruciaux pour le bon déroulement des jeux et ses recommandations pour la bonne tenue du calendrier d'opérations et le respect des contraintes budgétaires. Chaque proposition ou recommandation est argumentée afin de fournir au pouvoir adjudicateur l'ensemble des éléments de réflexion. Sur le plan structurel, le livrable n°3 comportera une dizaine de pages regroupant dans une première partie, une synthèse littérale des points d'attention majeurs pour chacune des typologies de projet, et présentera dans une seconde partie sous forme de tableau consolidé l'ensemble des projets avec les hypothèses de coût associés (le tableau seul est également remis en format excel ou équivalent modifiable). Le livrable n°3 doit être conçu comme un outil d'aide à la décision à l'attention des porteurs de projet comme des financeurs.

Un livrable de synthèse sera demandé par bon de commandes, et devra être produit dans le délai de réalisation contractuel du dit bon de commande.

3. Eléments mis à disposition du titulaire

Le titulaire bénéficiera de l'ensemble des documents techniques en possession de l'équipe de préfiguration (études préalables, études de maîtrise d'œuvre lorsqu'elles existent, chiffrages estimatifs et tout autre document en possession du maître d'ouvrage) ainsi que du rapport réalisé par l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD). Le Maître d'Ouvrage fait son affaire de collecter auprès des porteurs de projets les documents nécessaires au bon déroulé de la mission, et les met à disposition du prestataire via une base de données numérique à la notification du marché. L'ensemble des éléments de la mission (documents et livrables) sont strictement confidentiels et ne devront pas être diffusés sans l'accord du Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage fournira la liste des interlocuteurs des différents projets.

4. Délais de réalisation de la mission

Les conclusions de la présente mission sont indispensables à la consolidation des éléments budgétaires constitutifs pour la future SOLIDEO ALPES 2030. Les délais de réalisation sont donc courts et le titulaire devra mettre à disposition les moyens humains et techniques suffisants pour réaliser la présente mission dans le respect impératif de ces délais.

Un bon de commande n°1 sera émis concomitamment à la notification du marché, concernant la réunion de cadrage du marché dont un des objectifs est de caractériser la complexité des différents projets (partage du degré de connaissance avec le prestataire).

A l'issue de cette réunion, un bon de commande n°2 sera émis. Il concernera entre trente et quarante projets, ce qui devrait représenter a minima 80 % du volume global de commande du présent marché. Le délai de réalisation est de six semaines à compter de la notification de ce bon de commande au prestataire.

D'autres bons de commande pourront être émis au fil de l'eau jusqu'à la fin du marché. Le délai de réalisation des livrables 2 et 3 seront identiques à ceux prévus dans le cadre du bon de commande n°2.

5. Les prestations complémentaires sur devis

A titre accessoire, la personne publique peut solliciter la réalisation de travaux, d'analyses complémentaires, qui seraient nécessaires à la bonne réalisation des prestations objet du marché.

Dès lors qu'un sujet est identifié, à la demande de la personne publique, le prestataire propose un devis, dans un délai de 5 jours. Le devis est établi sur la base des prix unitaires maximum figurant au point II du bordereau des prix.

Les devis peuvent faire l'objet d'échanges avec la personne publique, en vue d'une mise au point définitive.

Après acceptation, la proposition du titulaire fait l'objet d'un bon de commande qui lui est notifié dans les conditions prévues à l'article 3.5 du CCAP.

6. Déroulement de la mission et réunions avec le maître d'ouvrage

Une réunion de cadrage (bon de commande n°1) est organisée, en présentiel à Marseille ou à Paris, sur la base d'une demi-journée, dans les cinq jours ouvrés suivant la notification du marché, entre un représentant de la maîtrise d'ouvrage et au moins un représentant de l'équipe du prestataire (a minima le chef de projet). Cette réunion a pour objet de communiquer au titulaire l'ensemble des données disponibles et de dresser l'état des données manquantes pour l'ensemble des projets qui auront été identifiés à ce stade. L'ensemble des données récupérées par les équipes de la SOLIDEO2030 auprès des MOA est mis à disposition sur une base de données partagée, dont les modalités d'accès seront communiquées au prestataire.

A l'issue de cette première réunion, le prestataire dispose de 10 jours ouvrés pour remettre sa méthodologie générale ajustée au regard des éléments remis en sa possession (livrable 1), laquelle fait ensuite l'objet d'une validation de la maîtrise d'ouvrage sous 4 jours ouvrés maximum. Le défaut de validation expresse vaut validation tacite.

L'état des lieux partagé durant la première réunion permet de catégoriser les différents projets, selon les unités d'œuvre retenues au BPU. A réception du bon de commande n°2 établi par l'acheteur sur cette base, le prestataire dispose d'une durée de 6 semaines pour réaliser les analyses requises, et remettre le livrable pour chaque projet (livrable 2) et le livrable de synthèse (livrable 3). Des pénalités de retard prévues à l'article 5.1 du CCAP pourront être appliquées en cas de dépassement de ce délai. Le contenu des livrables 2 et 3 est éventuellement adapté au regard de la méthodologie (livrable 1) finalement validée par l'acheteur.

Durant le délai d'exécution du bon de commande n°2 et suivants, une réunion de suivi toutes les deux semaines sera organisée par le titulaire, par voie dématérialisée ou, occasionnellement, à Marseille ou Paris.

Le titulaire est représenté par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence s'avère nécessaire au regard de la réalisation des prestations prévues.

En cas d'indisponibilité du chef de projet, ce dernier peut se faire représenter après information et acceptation du maître d'ouvrage.

En fonction de la densité des sujets à traiter, la durée des réunions pourra varier entre une et deux heures.

Le titulaire rédige le compte-rendu de ces réunions et le transmet au maître d'ouvrage dans les 3 jours ouvrés qui suivent la tenue de la réunion. Le compte-rendu est validé par le maître d'ouvrage dans le même délai à compter de sa réception. Si des observations sont formulées, le titulaire dispose de 24 heures pour les intégrer. Le silence de la personne publique vaut réception tacite.

En tant que de besoin, des échanges dématérialisés entre le titulaire et le maître d'ouvrage sont mis en œuvre.

Pour chaque bon de commande (à compter du bon de commande n°2), une réunion de restitution de l'ensemble des pièces et de présentation des conclusions de la mission sur le périmètre dudit bon de commande est organisée par le prestataire au plus tard à la date de livraison attendue. Le maître d'ouvrage organise également une réunion en présentiel à Marseille, Paris ou en visioconférence à mi-vie du marché et une réunion de clôture du marché avec présence obligatoire du chef de projet.

7. Compétences attendues au sein de l'équipe du titulaire

L'équipe dédiée proposée dispose des compétences suivantes :

- Ingénierie de projet pour chacune des typologies de projets décrits précédemment ;
- Connaissance de l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne réalisation des projets : procédures administratives, environnementales et foncières, études techniques, montages financiers, réalisation de travaux et livraison des ouvrages ;
- Connaissance de la promotion immobilière et des outils d'aménagements publics et privés ;
- Qualités relationnelles et de communication ;
- Qualités nécessaires pour coordonner de manière efficace leur travail avec les différents interlocuteurs (capacité à interagir avec le commanditaire et avec l'ensemble des parties prenantes, bonne connaissance du fonctionnement des services publics) ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Capacité de synthèse.

Les modalités d'organisation des équipes sont décrites à l'article 3.2 du CCAP.